

AP n° 2022-APC-120-IC

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**Société SMURFIT KAPPA
Commune de TOURS-SUR-MARNE**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012-A-24-IC du 27 février 2012 autorisant la Société Smurfit Kappa, dont le siège social est situé au 5 Avenue du Général de Gaulle 94160 SAINT-MANDÉ à exploiter un établissement spécialisé dans la Marne à Tours-sur-Marne ;
Vu la demande de l'exploitant de modifier les conditions d'exploitation par le biais du porter à connaissance reçu le 29 octobre 2018 par la Préfecture de la Marne ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2020 ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 24 juillet 2020 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
Vu l'absence de réponse du pétitionnaire pour confirmer ou infirmer son accord sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ayant valeur d'accord tacite.

Considérant que l'augmentation des volumes stockés de papier/carton et de bois ne permettent pas de dépasser les seuils des régimes de déclaration des rubriques 1530-3 et 1532-3 ;

Considérant que l'augmentation des volumes stockés de ces matières ne conduit pas à l'apparition de nouveaux dangers et donc ne nécessite pas une augmentation des eaux d'extinction, ni d'augmentation de volume de confinement ;

Considérant que l'augmentation des volumes stockés de ces matières n'entraîne pas d'impacts sonores supplémentaires ;

Considérant que l'augmentation des volumes stockés de ces matières est une modification jugée notable mais non substantielle ;

Considérant que l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation n° 2012-A-24-IC du 27 février 2012 doit être actualisé ;

Le demandeur entendu,

SUR proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-A-24-IC du 27 février 2012 réglementant les installations exploitées par la société Smurfit Kappa de Tours-sur-Marne est modifié comme suit :

Désignation des installations taillé en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime	Quantité /unité
Transformation du papier, carton. La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	2445.1	A	Capacité maximale de production : 150 t/j
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante 2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j <i>Les encres contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation divisée par deux : soit 350 kg/j, la quantité consommée étant de 700 kg/j.</i>	2450.2a	A	$C_{eq} = 350 \text{ kg/jour}$
Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) : 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1414-3	D	Un poste de remplissage des réservoirs des chariots élévateurs au GPL
Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant : 3. Supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	1530.3	D	Volume global 3 806 m ³ Papier : 908 m ³ – bobines papier = 865 m ³ – affiches = 43 m ³ Carton : 2 898 m ³ – plaques de cartons = 2 500 m ³ – produits finis en attente expédition = 350 m ³ – cartons retours clients = 48 m ³

Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant : 2. Supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	1532.2	D	Volume global 1 920 m³ Bois : 1 920 m ³ – palettes stockées en extérieur = 1 620 m ³ – formes (plaques de découpe) = 300 m ³
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2270 et 2771. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	2910.A2	DC	Puissance totale = 7,34 MW <u>chaufferie informatique</u> Combustible : gaz naturel P=100 kW <u>Chaufferie production</u> combustible : gaz naturel 2 générateurs de vapeur de P unitaire 2,392 MW P total= 4, 784 MW Chaudière à eau P = 2, 150 MW 4 aérothermes pour chauffage zone découpe P global = 0,306 MW (4*0,0766 MW)
Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	2920	NC	Pas de fluides toxiques ou inflammables
Liquide de point éclair compris entre 60°C et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées, (stockage ou emploi de), la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t	1436	NC	Quantité totale : 1,04 t
Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de), le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	1630-2	NC	2 containers de soude caustique (26%) Capacité maximale = 2 tonnes
Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW.	2560	NC	Atelier d'entretien (tours, perceuses,...) P < 50 kW
Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières	2663-2	NC	Volume total de stockage de plastique = 59 m³

plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³ .			
Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t	4320	NC	<u>Stockage et emploi de produits étiquetés H222 ou H223</u> Quantité totale : 0,2 t
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	4331	NC	Stockage et emploi de produits étiquetés H225 FL2 ou H226 FL3 Quantité totale : 0,2 t
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	4510	NC	Stockage et emploi de produits étiquetés H400, H410 Quantité totale : 0,05 t
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	4511	NC	Stockage et emploi de produits étiquetés H411 Quantité totale : 0,03 t

A = autorisation - E = enregistrement - D = déclaration - NC = non classable

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Madame la Sous-préfète d'Épernay, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le Maire de Tours-sur-Marne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société SMURFIT KAPPA – Quai de la Marne – BP 2 – à Tours-sur-Marne (51150).

Monsieur le Maire de Tours-sur-Marne procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

30 JUIN 2022

**Le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,**


Emile SOUMBO

